

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROON
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

DÉCLARATION SUR L'AFFAIRE « SAVANNAH ENERGY PLC » ET LE RAPPEL PAR LE TCHAD DE SON AMBASSADEUR AU CAMEROUN

Nous avons appris avec une profonde préoccupation le rappel par la République du Tchad de son Ambassadeur au Cameroun. Le Gouvernement de la République du Tchad dénonce les pratiques de type mafieux de certaines personnalités camerounaises qui, selon lui, tentent de faire main basse sur le pétrole tchadien à travers une obscure société « Savannah Energy Plc ». Des informations de presse révèlent que Monsieur Franck Emmanuel BIYA se serait rendu à N'Djamena en septembre 2022, dans le cadre de cette affaire pour intervenir en faveur de cette société. Ce déplacement d'une personne sans fonctions officielles au sein de l'État, aurait été suivi de celui de monsieur ELUNG Paul CHE, Secrétaire général adjoint No 1 de la Présidence de la République du Cameroun, du 21 au 30 novembre 2022, avec le même objectif d'amener les autorités tchadiennes à traiter avec Savannah Energy. Après la CANGATE, le COVID GATE, au plan national, le GLENCORE GATE au plan international, voici donc la SAVANNAH GATE qui livre déjà ses premières conséquences, sur le plan diplomatique.

Tout ceci fait naturellement penser que les personnalités camerounaises auxquelles fait allusion le Gouvernement tchadien dans son communiqué se recrutent autour du Président de la République en fonction lui-même.

Il est donc urgent qu'il clarifie la situation et explique le rôle de son fils dans les affaires publiques où il mène des démarches pour la défense des intérêts privés sous pavillon officiel. Faute de quoi l'opinion publique, nationale et internationale, sera fondée de le soupçonner d'être à titre personnel impliqué dans cet autre scandale de notre République grièvement blessée, par cette « affaire » de trop.

Le Cameroun n'appartient pas à la famille présidentielle et ses excroissances. Ces pratiques qui ont pris naissance sous le régime dit du « Renouveau » et qui transforment notre pays, jadis respecté en un Etat voyou, mettent en péril les intérêts du Cameroun, voire sa sécurité. Notre pays ne saurait s'accommoder plus longtemps de cette descente aux enfers, où même la

Présidence de la République deviendrait le haut lieu des affaires mafieuses. Faut-il rappeler que le Tchad est, en Afrique centrale, le seul pays qui a été aux côtés du Cameroun au moment le plus sombre de la lutte contre la secte Boko Haram en 2014 ? C'est un pays frère et ami, qui a historiquement toujours eu de très bonnes relations avec notre pays. Pour preuve, c'est le pays de la sous-région où les citoyens camerounais subissent le moins de tracasseries et humiliations de toutes sortes des autorités du pays d'accueil. Le peuple camerounais ne veut pas que ses relations d'amitié et d'entente fraternelles soient sacrifiées à l'autel des intérêts privés d'un clan ou d'un groupe d'individus abusant de leur position dans l'appareil de l'État, en l'occurrence à la Présidence de la République. Notre pays doit préserver les meilleures relations possibles avec ce pays allié.

Lors de l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée nationale, le 3 mars 2023, la Doyenne d'âge, l'Honorable KOA MFEGUE Laurentine, après avoir énuméré une liste interminable de scandales, déclarait : « Nous condamnons avec la dernière énergie les cas répréhensibles que constituent toutes ces affaires. Il faut que cela cesse. Le Cameroun, notre cher et beau pays, ne saurait se muer en terre de scandales. Je souhaite ainsi, que ceux qui sont en charge de la gestion de la chose publique, puissent faire preuve de patriotisme et de rectitude morale. Ils doivent savoir qu'ils sont investis d'une mission sacrée, celle de promouvoir, chacun à son niveau, le développement du Cameroun. » Elle ignorait, et nous aussi, que le pire était à venir. À la suite de ces fortes paroles de l'Honorable députée – d'autant plus notables que de tels aveux sont rares de la part du parti-Etat au pouvoir – j'appelle le Parlement camerounais à ouvrir une enquête parlementaire sur ce scandale de trop, pour se donner une once de crédibilité. De même la justice doit-elle ouvrir d'urgence une enquête sur la « Savannah Energy GATE », et entendre tous les protagonistes, quelles que soient les positions qu'ils occupent dans les structures de l'État ou l'entourage présidentiel.

Fait à Yaoundé le 22 avril 2023

Le Président National

Maurice KAMTO